



CONSEIL GENERAL DE L'ARIEGE

CONSEIL GÉNÉRAL

Si cette transmission vous parvient incomplète, prière de rappeler au :
Tél. : 05 61 02 09 02 – Fax : 05 61 65 54 91

communiqué

Le Président du Conseil général communique

Le projet de voie rapide sécurisée entre la France et l'Espagne par la Vallée de l'Ariège est un enjeu majeur pour le Département.

La presse locale s'est faite l'écho d'une manifestation organisée à Tarascon, à l'initiative de la CGT, à propos de l'aménagement la RN20. Les organisateurs auraient déclaré : « le Conseil Général avec la Chambre de Commerce ne proposent rien sinon qu'une cession du Groupe VINCI Le contribuable ariégeois paiera donc pour les travaux avec ses impôts et en outre devra déboursier un péage ».

Ils expriment également le souhait de me rencontrer. Il eut été certainement préférable de le faire avant, ce qui vous aurait évité de prononcer des propos absolument dénudés de fondement.

Le Conseil général de l'Ariège a toujours soutenu l'aménagement de la RN20 en s'impliquant fortement dans le percement du tunnel du Puymorens, du tunnel de Foix, l'aménagement en 2x2 voies entre Pamiers et Tarascon et en proposant l'aménagement en autoroute entre Pamiers et Toulouse.

A la même date, il avait aussi proposé un barreau autoroutier pour désenclaver le Couserans.

Faut-il rappeler toutes les oppositions qui se sont manifestées à l'époque contre ces propositions qui n'avaient pas non plus bénéficié du soutien du Syndicat CGT ?

Dans le Couserans, elles ont fait échouer le projet dont les études étaient bien avancées. Pourtant, chaque fois que les entreprises ont des difficultés comme aujourd'hui avec les Papeteries, le syndicat CGT ne manque pas de réclamer le désenclavement du Couserans qui serait réalisé aujourd'hui et qui prendra malheureusement plusieurs décennies avec les moyens réduits des Conseils généraux de l'Ariège et de la Haute-Garonne.

Dans la vallée de l'Ariège, les opposants ont réussi à retarder le projet pendant quatre ans, réclamant un aménagement de la RN20 qui ne serait toujours pas réalisé.

Six ans après la mise en service, l'autoroute A66 assure le désenclavement de l'Ariège et permet le développement économique de toute la vallée desservie en 2x2 voies. Même les opposants les plus résolus de l'époque le reconnaissent et en vantent les résultats aujourd'hui.

Sans énumérer les créations d'emplois sur les zones desservies comme Gabrielat ou Cap Delta, je vous rappelle simplement que c'est grâce à cette nouvelle desserte routière notamment que nous avons pu obtenir l'implantation de la presse de 40 000 Tonnes à Pamiers, la reprise par PRAXAIR de l'entreprise ALCAN PECHINEY de Mercus et des centaines d'emplois que cela entraîne.

La poursuite de l'aménagement de la RN20 était bien programmée normalement pour une mise à 2x2 voies à l'horizon 2020 entre Tarascon et Ax Les Thermes.

Les déviations d'Ax Les Thermes, de Sinsat et le début de celle de Tarascon étaient prévues dans le Contrat de Plan terminé en 2007. Force est de constater que seule la déviation d'Ax les Thermes a débuté en 2003 mais ne sera achevée au mieux qu'en 2011 et qu'on ne parle plus de celle de Sinsat, ni de celle de Tarascon.

Malheureusement, l'Etat n'a plus les moyens de poursuivre cet aménagement avant plusieurs décennies, s'il le fait un jour.

La situation économique calamiteuse, les déficits excessifs et la dette qui s'aggrave ne sont pas seuls en cause. Les autoroutes « bradées » dans des conditions très défavorables privent désormais l'Etat des avantages bénéfiques qui lui permettaient d'investir dans le réseau routier national. C'est pourquoi aujourd'hui les aménagements routiers ne sont plus prévus dans le Contrat de Plan et aucune programmation n'est retenue pour l'aménagement de la RN20.

Si tout le monde est d'accord sur l'urgence et la nécessité d'aménager la route entre Tarascon et Puigcerda, les déclarations d'intention ne suffisent pas. Il faut aussi rechercher les moyens de le faire. C'est ce que fait le Conseil général en proposant la création d'une voie nouvelle rapide et sécurisée financée par les péages.

Personne ne peut ignorer que la loi prévoit que toute voie à péage doit être doublée par une route publique. Ce qui garantit la desserte gratuite de tous les villages jusqu'à l'Hospitalet ainsi que dans les Pyrénées Orientales, comme c'est le cas actuellement en Basse-Ariège. L'argument tiré du passage obligé par l'autoroute à péage est un mensonge dont les organisateurs de la manifestation se servent comme un « chiffon rouge ». Au contraire, lors d'un déplacement en Maurienne, j'ai constaté le développement que cet aménagement exemplaire a apporté à cette vallée parce-qu'il rendait la route départementale aux Mauriennais. Ce sera la même situation demain dans la vallée de l'Ariège

Les déclarations et les inquiétudes faussement suscitées ne peuvent que compromettre le désenclavement de la Haute-Ariège et la fin de l'aménagement de cet itinéraire européen.

Car toutes les décisions sont de la responsabilité de l'Etat qui devrait réaliser les études indispensables de faisabilité pour prendre les décisions en toute objectivité mais ne manquera pas de se tourner vers d'autres projets ailleurs s'il rencontre trop d'opposition.

Je souhaite pour ma part qu'il puisse au contraire rapidement avancer et que les ariégeoises et les ariégeois se prononcent en toute transparence sur la base d'un avant projet précis dans le débat public qui aura lieu puisqu'il est prévu par la loi.

Nous pourrons alors juger quels sont ceux qui seront réellement favorables à l'aménagement urgent de cet itinéraire dans un esprit de développement économique compatible avec la préservation de l'environnement et ceux qui y sont opposés.